

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1997-1998

SEANCE DU MARDI 27 JANVIER 1998

COMMISSION PLENIERE

COMPTE RENDU INTEGRAL

SOMMAIRE

	Pages
	—
<i>Excusés.</i>	4
<i>Communications de la Présidente</i>	
Motion tendant à protéger les droits et à défendre les intérêts des francophones des communes à facilités	4
Motion relative à un conflit d'intérêts suscité par l'adoption par la commission de l'Aide sociale, de la Santé et de la Famille du Parlement flamand de la proposition de décret de M. Suykerbuyk et consorts, fixant les conditions auxquelles doivent répondre les personnes frappées par la répression et l'épuration ainsi que les victimes de guerre pour être prises en considération en vue d'une indemnisation financière	4
<i>Avis du Conseil de l'éducation et de la formation</i> (dépôt)	4
<i>Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française</i>	4
<i>Motion relative au statut de la Région de Bruxelles-Capitale.</i>	4
<i>Compte sommaire 1995 de la province de Luxembourg</i>	4
<i>Projets de décret</i> (dépôt)	5
<i>Cour d'arbitrage.</i>	5

	Pages
<i>Questions écrites</i> (art. 63 du règlement)	5
<i>Ordre des travaux</i>	5
<i>Questions d'actualité</i> (art. 65 du règlement)	
Questions adressées à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement:	
— Question de Mme Bertouille: Recrudescence de la violence au sein des Services de l'aide à la jeunesse	5
— Question de Mme Carton de Wiart: Annulation par la Cour d'arbitrage de la taxe sur la publicité audiovisuelle	6
<i>Questions orales</i> (art. 64 du règlement)	
— de Mme Persoons à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, relative à « la saisine du Comité de concertation à la suite de l'envoi de la circulaire du ministre flamand Peeters »	7
Oratrices: Mme Persoons, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.	
— de M. Mathieu à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, sur « l'accueil des enfants autistes dans des classes adaptées »	8
Orateurs: M. Mathieu, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.	
— de M. Drouart à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, ayant pour objet « l'application du décret-missions en matière de dérogations aux inscriptions »	9
Orateurs: M. Drouart, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.	
— de Mme Payfa à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, concernant « les statistiques de mortalité en Communauté française »	11
Oratrices: Mme Payfa, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.	
— de Mme Maréchal à M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales sur « l'avant-projet de décret relatif à l'enseignement supérieur artistique — Consultation des professeurs »	13
Orateurs: Mme Maréchal, M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.	
— de M. van Eyll à M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, relative à « un arrêt de la Cour d'arbitrage portant sur un contentieux en matière de nomination dans l'enseignement supérieur artistique »	14
Orateurs: M. van Eyll, M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.	
— de Mme Persoons à M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Education permanente, concernant « la politique théâtrale pour l'enfance et la suppression des subsides à quatre théâtres bruxellois pour enfants »	15
Orateurs: Mme Persoons, M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Education permanente.	
— de M. Snappe à M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, à propos de « la liquidation du solde des subventions 1993 pour les Centres de santé mentale »	16
Orateurs: M. Snappe, M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique.	
— de M. Drouart à M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, sur « le financement du dernier trimestre 1997 des maisons maternelles »	18
Orateurs: M. Drouart, M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique.	
<i>Interpellations</i> (art. 59 du règlement)	
— de Mme Nagy à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, concernant « l'action du Gouvernement pour préparer la Communauté française à la société de l'information »	18
Oratrices: Mme Nagy, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.	

	Pages
— de Mme Bertouille à M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, relative à «l'organisation de l'examen de maîtrise de la langue française dans l'enseignement universitaire»	22
Orateurs: Mme Bertouille, M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.	
— de M. van Eyll à M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Education permanente, relative à «Bruxelles 2000»	24
Orateurs: M. van Eyll, M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Education permanente.	

Présidence de Mme Corbisier-Hagon, Présidente

La séance est ouverte à 15 h 05.

*Dépôt d'un avis du Conseil
de l'Éducation et de la Formation*

Mme la Présidente.— La séance est ouverte.

Mme la Présidente.— Par lettre du 22 janvier 1998, le Conseil de l'Éducation et de la Formation nous a fait parvenir l'avis n° 52 intitulé « Promotion de la réussite dans l'enseignement supérieur ».

Il sera transmis à la commission de l'Éducation et à la commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

EXCUSÉS

Mme la Présidente.— Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance: MM. Charlier et Kubla, en mission à l'étranger; MM. André, Antoine, Bodson, Istasse et Smeets, retenus par d'autres devoirs; M. Hubert, Mme Salmon et M. Vancrombruggen, pour raisons de santé.

Arrêtés du Gouvernement de la Communauté

COMMUNICATIONS DE LA PRESIDENTE

*Motion tendant à protéger les droits
et à défendre les intérêts des francophones
des communes à facilités*

Mme la Présidente.— Par lettres reçues les 17, 18 et 24 décembre 1997, M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, a fait parvenir au Parlement les arrêtés n°s 14, 15 et 16 du Gouvernement de la Communauté française, modifiant la ventilation de certaines allocations de base contenues respectivement:

1° dans le programme 0 de la division organique 31;

2° dans les programmes 2, 3, 4, 6 et 7 de la division organique 55 et dans les programmes 0 et 1 de la division organique 61;

3° dans le programme 0 de la division organique 04 et dans le programme 1 de la division organique 61,

du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997.

Ils sont communiqués, pour information, à la commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité.

Mme la Présidente.— Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la santé, m'a informée que le Gouvernement de la Communauté française a décidé, en sa séance du 12 janvier 1998, de saisir le Comité de concertation à la suite du vote par le Parlement de la Communauté française, en sa séance du 25 novembre 1997, d'une motion tendant à protéger les droits et à défendre les intérêts des francophones des communes à facilités.

*Motion relative au statut
de la Région de Bruxelles-Capitale*

*Motion relative à un conflit d'intérêts
suscité par l'adoption
par la commission de l'Aide sociale,
de la Santé et de la Famille
du Parlement flamand
de la proposition de décret
de M. H. Suykerbuyk et consorts,
fixant les conditions auxquelles
doivent répondre les personnes frappées
par la répression et l'épuration
ainsi que les victimes de guerre
pour être prises en considération
en vue d'une indemnisation financière*

Mme la Présidente.— Par lettre reçue le 7 janvier 1998, le bourgmestre de la commune de Schaerbeek nous a transmis le texte d'une motion relative au statut de la Région de Bruxelles-Capitale, adoptée par le Conseil communal en sa séance du 17 décembre 1997.

Pris pour information.

*Compte sommaire 1995
de la province de Luxembourg*

Mme la Présidente.— Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la santé, m'informe que, conformément à l'article 3, paragraphes 3 et 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, aucun consensus ne s'est dégagé au sein du Comité de concertation en ce qui concerne un conflit d'intérêts suscité par l'adoption par la commission de l'Aide sociale, de la Santé et de la Famille du Parlement flamand de la proposition de décret de M. Suykerbuyk et consorts, fixant les conditions auxquelles doivent répondre les personnes frappées par la répression et l'épuration ainsi que les victimes de guerre pour être prises en considération en vue d'une indemnisation financière.

Mme la Présidente.— Le gouverneur et le greffier de la province de Luxembourg nous ont transmis deux expéditions conformes de la résolution du Conseil provincial du 12 décembre 1997, arrêtant le compte sommaire de la province de Luxembourg pour l'année 1995.

Pris pour information.

PROJETS DE DÉCRET

Dépôt

Mme la Présidente.— Le Gouvernement de la Communauté française a déposé les projets de décret suivants :

1. Portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Pologne, d'autre part, y compris les déclarations interprétatives, fait à Bruxelles le 10 octobre 1996.

2. Portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Hongrie, d'autre part, fait à Bruxelles le 25 mars 1997.

3. Portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Conférence de la Charte de l'Energie, signé à Bruxelles, le 26 octobre 1995.

4. Portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Ligue des Etats arabes, signé à Bruxelles, le 16 novembre 1995.

5. Portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Agence de coopération culturelle et technique, signé à Bruxelles, le 16 novembre 1995.

6. Portant assentiment au Protocole, à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 21 mai 1997.

7. Portant assentiment au Protocole, à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 mai 1997.

8. Portant assentiment au Protocole, à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles, le 10 avril 1997.

Ces projets ont été envoyés à la commission des Relations internationales.

9. Portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone.

Ce projet a été envoyé à la commission de Coopération avec les Communautés.

10. Portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française.

Il a été envoyé à la commission de l'Education.

11. Organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

12. Modifiant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné de promotion sociale.

Ces projets ont été envoyés à la commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Cour d'arbitrage

Mme la Présidente.— Le greffier de la Cour d'arbitrage a notifié au Parlement les arrêts récemment prononcés par la Cour, ainsi que les recours en annulation et les questions préjudicielles qui lui ont été adressés.

La liste complète de ces notifications sera reproduite en annexe aux comptes rendus de la présente séance.

QUESTIONS ÉCRITES

(Article 63 du règlement)

Mme la Présidente.— Depuis la dernière séance, des questions écrites ont été adressées à :

— Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la santé, par MM. Drouart, Damseaux, Massy, Saulmont, Mme Bertouille et M. Decléty;

— M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, par MM. Marchant, Damseaux, Dardenne, Desgain et Mme Persoons;

— M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Education permanente, par Mme Maréchal, M. Damseaux, Mmes Bertouille et Persoons;

— M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, par MM. Damseaux et Barbeaux.

ORDRE DES TRAVAUX

Mme la Présidente.— Au cours de sa réunion du jeudi 22 janvier 1998, et conformément à l'article 59, paragraphe 5 du règlement, la Conférence des présidents a fixé l'ordre des travaux de la présente commission plénière, dont vous avez eu connaissance.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*).

Si personne ne demande la parole, nous passons aux questions d'actualité.

QUESTIONS D'ACTUALITES

(Article 65 du règlement)

Mme la Présidente.— L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

QUESTIONS ADRESSEES A MME ONKELINX,
MINISTRE-PRESIDENTE DU GOUVERNEMENTQUESTION DE MME BERTOUILLE: RECRUES-
CENCE DE LA VIOLENCE AU SEIN DES SERVI-
CES DE L'AIDE À LA JEUNESSE

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Bertouille pour poser sa question.

Mme Bertouille.— Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, la violence au sein des institutions publiques de protection de la jeunesse est malheureusement un phénomène qui se répand.

Ces institutions hébergent des adolescents qui ont perdu le sens du bien et du mal et sont désorientés. Nous ne pouvons rester sans réaction face à cette situation.

D'abord, il faut — c'est notre devoir — protéger les éducateurs. En cas d'agression sur l'un d'eux, la réglementation du droit du travail doit être respectée. Mais il me semble qu'il faudrait analyser les faits.

Je voudrais savoir, madame la ministre-présidente, si un rapport est établi et, le cas échéant, à qui il est transmis.

S'il est nécessaire de protéger les éducateurs, il faut aussi aider les jeunes. Les responsables des IPPJ vous soumettent cette question en raison du manque de suivi et d'encadrement dans leurs institutions et souhaitent une table ronde.

Madame la ministre-présidente, le moment n'est-il pas venu de dresser un bilan de ces IPPJ? Et pourquoi ne pas mettre sur pied un code des droits et des devoirs des jeunes concernés?

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la Présidente, chers collègues, je suppose que Mme Bertouille a en tête les événements de l'IPPJ de Fraipont où un éducateur a été victime de violences de la part d'un jeune hébergé.

Peu après avoir pris connaissance de ces faits, je me suis rendue sur place. J'ai pu non seulement discuter avec les éducateurs et avec certains jeunes, mais j'ai aussi pu me rendre compte de l'ambiance qui régnait au sein de ces institutions, où le travail social, s'il n'est pas simple, est néanmoins important pour l'avenir de ces jeunes.

J'ai pu mesurer la motivation des éducateurs, intacte malgré les problèmes. Je ne pense pas opportun d'affirmer que la violence est en recrudescence: elle existe depuis toujours et, de temps à autre, elle émerge, comme on l'a vu à l'IPPJ de Fraipont.

Par ailleurs, ces éducateurs sont demandeurs d'un dialogue, dans le but de mieux concilier les droits et intérêts des travailleurs sociaux et des jeunes. J'ai discuté avec eux. Immédiatement après, mes collaborateurs ont entamé une discussion plus technique avec les représentants des travailleurs. J'ai demandé à mon administration de mener une enquête détaillée sur les faits que vous avez évoqués, et j'ai accepté le principe d'une table ronde.

Nous allons ensemble voir comment concilier les droits et intérêts de chacun. Ce qui est prévu dans le secteur scolaire, notamment dans le cadre du décret sur les discriminations positives — le chapitre consacré à la violence — peut d'emblée s'appliquer aux situations vécues par les IPPJ. Nous devrions préciser le cadre dans lequel travaillent les acteurs sociaux, lesquels doivent pouvoir rappeler eux-mêmes aux jeunes ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, et avancer une définition précise des sanctions possibles mais respectueuses du droit des jeunes.

C'est donc un débat difficile, complexe, mais nous comptons l'entamer.

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Bertouille pour une réplique.

Mme Bertouille.— Madame la ministre-présidente, je souhaite que cette table ronde ait lieu assez rapidement. Il ne faudrait pas attendre que la situation s'aggrave dans ces institutions. Il s'impose de trouver les solutions maintenant.

QUESTION DE MME CARTON DE WIART: ANNULLATION PAR LA COUR D'ARBITRAGE DE LA TAXE SUR LA PUBLICITÉ AUDIOVISUELLE

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Carton de Wiart pour poser sa question.

Mme Carton de Wiart.— Madame la Présidente, hors des cinq minutes qui me sont imparties, j'aimerais faire remarquer que la salle ne se prête pas aux travaux d'une assemblée aussi éminente que la nôtre. Je le regrette et je sais que vous aurez de bonnes raisons à m'opposer...

Mme la Présidente.— Madame Carton de Wiart, avant que vous n'entamiez votre question, je vous rappelle que le fait que vous évoquez a été discuté en conférence des présidents. Certains, qui sont ici présents, peuvent en témoigner.

Il est des débats à l'encontre desquels on ne peut aller. Si vous souhaitez que nous « montions aux barricades » contre l'un d'eux, à savoir le débat sur la loi Franchimont, vous pouvez le faire. Nous en avons décidé autrement en conférence des présidents.

Mme Carton de Wiart.— Je savais, madame la Présidente, que vous m'opposeriez d'excellents arguments; toutefois, je tenais à souligner le fait.

Madame la ministre-présidente, j'ai appris que la Cour d'arbitrage aurait annulé la taxe sur la publicité audiovisuelle que votre majorité a votée dans le cadre d'un décret-programme au mois de juillet 1996. Pouvez-vous me confirmer cette information, parue d'abord dans la presse néerlandophone, ensuite dans la presse francophone?

Quelles sont les raisons de cette annulation et quelles sont les leçons que le Gouvernement de la Communauté française pense pouvoir tirer de cette annulation?

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame Carton de Wiart, dans le résumé de la question d'actualité que vous m'avez transmis, vous faisiez écho d'articles de journaux néerlandophones. Comme vous l'avez dit, la presse francophone a également fait part de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 21 janvier dernier, annulant les articles du décret-programme créant la taxe sur la publicité télévisuelle.

Cette annulation est basée sur l'article 1 de la loi de janvier 1989 concernant la compétence fiscale des entités fédérées. Selon cette loi, les Conseils ne sont pas autorisés à lever des impôts sur les matières qui font déjà l'objet d'un impôt fédéral.

La Cour d'arbitrage rappelle que, précisément, les publicités télévisuelles font déjà l'objet d'un impôt puisque, selon l'article 18 du code TVA, une taxe est imposée aux entreprises de radiodiffusion, de télédistribution et de télécommunication.

Je précise que l'arrêt de la Cour d'arbitrage n'a pas d'incidence budgétaire. Nous avons en effet été prudents à

la suite du recours déposé par la société anonyme TF1 et nous n'avions pas prévu l'apport de cette taxe « publicité » au budget.

Cependant — et j'attends les conclusions qui seront déposées par des experts universitaires au sujet de cet arrêt —, je me demande si la Cour d'arbitrage n'a pas fait la confusion entre les prestations des organismes de radiodiffusion, pour lesquelles les opérations de publicité ne sont pas soumises à un impôt, et leur régie publicitaire. Ce sont deux éléments bien distincts.

En outre, je pense que cet arrêt peut avoir des conséquences assez dangereuses puisqu'il restreint énormément les compétences fiscales des entités fédérées. Cela peut entraver leur autonomie financière, alors que leurs compétences sont de plus en plus importantes. C'est, bien sûr, le cas pour une entité fédérée comme la nôtre qui a principalement des compétences dans le secteur non marchand. Elle se prête déjà mal à une compétence fiscale, mais si, en plus, celle-ci est interprétée de manière restrictive, des problèmes vont inmanquablement se poser.

Actuellement, nous examinons bien sûr les conséquences de cet arrêt. Je ne manquerai évidemment pas de rendre compte au Conseil des analyses qui sont en cours à ce sujet.

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Carton de Wiart pour une réplique.

Mme Carton de Wiart.— Madame la ministre-présidente, à l'époque, nous avions prévenu le Gouvernement et la majorité de ce qui allait se passer. Vous nous aviez alors répondu que vous alliez vérifier les compétences fiscales de la Communauté. Je suis bien obligée de constater que le test est raté. C'est dommage pour l'image de la Communauté qui s'est avancée un peu à la légère. Légiférer de cette manière, ce n'est jamais bon car le citoyen est déboussolé devant ce type de législation. Comptez-vous procéder à un nouveau test ?

Mme la Présidente.— Madame Carton de Wiart, je vous rappelle que vous ne pouvez pas poser de question complémentaire dans ce cadre-ci...

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la Présidente, je tiens à rassurer Mme Carton de Wiart. Etant donné que je suis très attachée à la Communauté française, j'essaierai envers et contre tout de défendre son autonomie financière par le biais d'une compétence fiscale propre. Ce problème mérite que l'on y apporte une solution. En fonction des analyses qui me seront transmises, nous verrons ce que nous pourrons faire pour remédier à la situation.

QUESTIONS ORALES

(Article 64 du règlement)

Mme la Présidente.— L'ordre du jour appelle les questions orales.

QUESTION ORALE DE MME PERSOONS A MME ONKELINX, MINISTRE-PRESIDENTE DU GOUVERNEMENT, CHARGÉE DE L'EDUCATION, DE L'AUDIOVISUEL, DE L'AIDE A LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DE LA PROMOTION DE LA SANTE, RELATIVE A LA « SAISINE DU COMITE DE CONCERTATION A LA SUITE DE L'ENVOI DE LA CIRCULAIRE DU MINISTRE FLAMAND PEETERS »

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Persoons pour poser sa question.

Mme Persoons.— Madame la Présidente, chers collègues, en sa séance du 25 novembre 1997, notre Assemblée a voté, à l'unanimité, une motion tendant à protéger et à défendre les intérêts des francophones des communes à facilités. Cette motion invitait le Gouvernement de la Communauté française à : « — Envisager la saisine du comité de concertation, visée à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, afin de régler ce problème urgent, au moment le plus opportun;

— Prendre toutes les mesures qu'il jugerait utiles pour la défense des intérêts des francophones de ces communes;

— Informer le Parlement des démarches entreprises. »

C'est au sujet de la suite donnée à cette motion que j'interviens aujourd'hui.

Nous savons que le Gouvernement de la Communauté française a saisi le Comité de concertation, en date du 14 janvier dernier. Cette décision est importante et positive, car elle montre l'intérêt que la Communauté française porte à la loyauté fédérale et aux citoyens francophones des communes à facilités, situées en périphérie bruxelloise ou le long de la frontière linguistique.

A la fin du mois de décembre, en effet, le ministre flamand des Affaires intérieures, Leo Peeters, envoyait la circulaire interprétative annoncée des lois linguistiques aux gouverneurs de province, avec communication aux Collèges des bourgmestre et échevins.

Cette circulaire prévoit notamment que, dans les communes à statut linguistique spécial, chaque document administratif, souhaité en français devra faire l'objet d'une demande expresse. Or, l'interprétation des lois linguistiques revient à l'Etat fédéral, conformément à l'article 129, paragraphe 2, de la Constitution.

La commission permanente de contrôle linguistique, respectueuse de la volonté du législateur, estime qu'un particulier, domicilié dans une commune à régime linguistique spécial, ne doit pas renouveler sa demande de recevoir un acte administratif dans sa langue de la part d'un organisme public déterminé. De surcroît, la CPCL a également estimé qu'à partir du moment où la Communauté flamande sait qu'un particulier, domicilié dans une commune à statut linguistique spécial, désire recevoir ses documents en français et que cette Communauté persiste dans l'illégalité en continuant d'envoyer lesdits documents en néerlandais, elle est en mesure, sur la base de l'article 61, paragraphe 4, alinéa 3, des lois linguistiques, de demander à la Communauté flamande de constater la nullité de tous les documents envoyés en néerlandais au plaignant.

La circulaire du ministre Peeters est donc contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Depuis le 14 janvier dernier, cette circulaire illégale de la Communauté flamande est suspendue pour une durée de 60 jours. Le Comité de concertation est donc saisi d'un

conflit d'intérêts, un des « concepts les plus flous de notre système institutionnel » pour reprendre les termes employés par Marc Uyttendaele.

Dans la loi ordinaire du 9 août 1980, le législateur a voulu expurger la procédure de règlement des conflits d'intérêts de toute question relative à la répartition de compétences, en suspendant la procédure du Comité de concertation en cas de recours, sur la base d'un conflit de compétences et en cas de demande d'avis motivé aux chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État, demande prévue par l'article 32, paragraphe 6, de la loi ordinaire.

Sans demander à Mme la ministre-présidente de dévoiler la stratégie prévue par le Gouvernement de la Communauté française, j'aimerais savoir quels sont les principaux arguments du Gouvernement qui seront avancés en comité de concertation. Le Gouvernement compte-t-il suggérer au Comité de concertation de demander un avis motivé au Conseil d'État, section législation, sur la base de l'article 32, paragraphe 6? Le Gouvernement plaidera-t-il pour une circulaire interprétative au niveau fédéral? Que se passera-t-il en cas de blocage en comité de concertation? En effet, le ministre Peeters a assuré qu'il ne changerait pas de position. D'autres procédures sont-elles envisagées? La motion, votée par le Parlement, invitait également le Gouvernement à prendre toutes les mesures qu'il jugerait utiles pour la défense des intérêts des francophones de ces communes. Le Parlement vient de se réunir en commission des Affaires générales pour fixer les modalités d'audition des mandataires des communes à facilités. Quelles seront les mesures prises parallèlement par le Gouvernement? Une action particulière, éventuellement du service d'aide aux francophones de la périphérie, est-elle prévue?

Telles sont les questions que je voulais poser.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame Persoons, je comprends parfaitement votre impatience. Cependant, je ne pourrai pas répondre complètement à votre demande: d'une part, parce qu'il en a été convenu ainsi lors de la dernière séance de la conférence des présidents; d'autre part, parce que nous devons attendre la décision qui interviendra au Comité de concertation.

Soyons clairs sur les faits: le Gouvernement de la Communauté française, lors de sa séance du 12 janvier 1998, a décidé de saisir le Comité de concertation, conformément à l'article 32 de la loi ordinaire des réformes institutionnelles du 9 août 1980, sur la base d'un conflit d'intérêt relatif à la circulaire BA-97 du ministre des Affaires intérieures flamand, M. Peeters, relative à l'emploi des langues dans la Région de langue néerlandaise.

Le Gouvernement a demandé que le Comité de concertation rende une décision selon la procédure de consensus.

En date du 15 janvier dernier, M. Dehaene a accusé réception de la demande du Gouvernement. Celle-ci a été inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité de concertation qui devrait avoir lieu le 4 février prochain.

Selon le ministre des Affaires intérieures flamand, les facilités auraient été décidées en vue de permettre l'intégration des francophones dans les communes de la Région de langue néerlandaise.

Le Gouvernement de la Communauté française ne peut souscrire aux allégations du ministre Peeters, étant donné que les lois linguistiques ont vocation à s'appliquer indéfiniment, aussi longtemps que les communes qui sont l'objet

d'un régime spécial bénéficient de celui-ci. Ce régime spécial vise la protection des minorités de ces communes, ainsi qu'il en ressort expressément des articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

En remettant en question ces deux principes fondamentaux par le biais d'une circulaire, M. Peeters nie la *ratio legis* des lois linguistiques, puisque sa thèse aboutit à conclure que les minorités ne peuvent plus être considérées comme telles, par le seul écoulement du temps.

Ces conditions d'application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, reviennent à nier et à vider de leur contenu, en droit et en fait, les « facilités linguistiques » déjà limitées dont bénéficient les francophones, considérés par la loi comme une minorité, alors même que, dans la plupart des communes dites à facilités, ils sont largement plus nombreux que les néerlandophones.

Nous avons introduit ce recours devant le Comité de concertation sur la base du conflit d'intérêt, qui est évident, les intérêts des francophones étant lésés. En effet, si conflit de compétence il y a, ce n'est pas vis-à-vis de la Communauté française qui, évidemment, n'est pas compétente en la matière.

J'ignore ce qui se passera au Comité de concertation. Peut-être que, sur la base des explications et du dialogue, le Gouvernement flamand décidera de ranger cette circulaire; ou peut-être que l'une ou l'autre des entités présentes au Comité de concertation demandera-t-elle que ce dernier saisisse le Conseil d'État pour savoir si le conflit d'intérêt ne se cumule pas avec un éventuel conflit de compétence. Si c'est le cas, la section de législation du Conseil d'État — chambre bilingue — se prononcera dans les huit jours. Elle annoncera s'il y a un possible conflit de compétence. Cette section ne peut pas aller plus loin. Dans cette perspective, les autorités flamandes réagiront ou non.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement de la Communauté française a déjà réfléchi à une stratégie. En conférence des présidents, nous sommes convenus que, lors de la séance de février, en fonction des résultats du Comité de concertation, j'exposerai les différents recours que le Gouvernement de la Communauté française compte entreprendre pour que cette circulaire ne puisse pas léser les intérêts des francophones.

Vous le voyez donc, nous nous montrons extrêmement vigilants quant à l'application de cette circulaire; nous ne laisserons pas spolier les francophones.

QUESTION ORALE DE M. MATHIEU A MME ONKELINX, MINISTRE-PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT, CHARGÉE DE L'ÉDUCATION, DE L'AUDIOVISUEL, DE L'AIDE A LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ, SUR «L'ACCUEIL DES ENFANTS AUTISTES DANS DES CLASSES ADAPTEES»

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mathieu pour poser sa question.

M. Mathieu. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, mes chers collègues, certes, je ne suis pas le premier à intervenir à cette tribune sur ce sujet. Mais je me permets d'y revenir parce qu'il nous tient à cœur; il s'agit de l'accueil des enfants autistes dans des classes adaptées.

À l'occasion de la « Semaine européenne de l'autisme », traditionnellement fixée à la première semaine du mois de décembre, les problèmes rencontrés par les personnes autistes, et spécialement par les enfants, ont été éclairés d'un jour particulier.

Ces dernières années, un effort important a été consenti, notamment dans le cadre du « Projet Caroline », pour améliorer l'accueil d'enfants autistes au sein de classes adaptées dans des établissements scolaires « classiques ». Beaucoup de progrès restent toutefois à faire dans ce domaine. En effet, le nombre de classes expérimentales adaptées est trop réduit en Communauté française; bon nombre d'enfants autistes n'ont dès lors pas — ou très difficilement — accès à ce qui reste un passage obligé pour leur épanouissement et pour la bonne évolution de leur état de santé. Ainsi, bon nombre d'écoles classiques se déclarent dans l'incapacité d'accueillir des élèves autistes, faute d'effectifs ou de formation appropriée. Mme la ministre-présidente peut-elle m'indiquer ce qu'elle entend faire pour permettre au plus grand nombre d'enfants autistes d'avoir accès à des écoles et à des programmes scolaires adaptés à leurs besoins évolutifs ?

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la Présidente, chers collègues, la question de M. Mathieu nous amène à nous pencher sur un problème rare sans doute mais toujours douloureux.

L'autisme, pour être traité, doit d'abord être reconnu. À défaut, les enfants sont considérés comme présentant des troubles du comportement, comme retardés ou encore comme présentant des troubles dits instrumentaux de l'apprentissage. Vous aurez reconnu, dans mon énumération, les types 3, 2 et 8 de l'enseignement spécial.

Bien que les causes de l'autisme fassent toujours l'objet de débats non clos dans le monde médical, on peut se référer à la définition retenue par l'OMS. Elle est formulée en termes de comportements. Elle est donc pratique en vue d'applications pédagogiques.

Cliniquement, les enfants autistes souffrent d'une incapacité à saisir les significations. Ils sont donc handicapés dans tout ce qui a trait à l'abstraction. La communication surtout et le comportement social sont perturbés. Par ailleurs, ils se raccrochent à un répertoire limité de comportements et opposent souvent une grande résistance au changement. Un développement perturbé de la communication, un développement social anormal et des activités répétitives jointes à une résistance au changement constituent les trois grands critères qui permettent d'établir un diagnostic d'autisme.

La Fondation « Roi Baudouin » — dans son rapport sur la problématique de l'autisme en Belgique, rapport qui m'est parvenu en juin 1997 — propose une définition de l'autisme au travers d'un « spectre autistique » dont les caractéristiques associées s'accompagnent souvent des symptômes suivants: un retard mental; des troubles du langage; des réactions perturbées par rapport aux stimulus sensoriels; des gestes bizarres; des troubles du sommeil et de l'alimentation; des troubles de l'humeur; des troubles de l'attention et, enfin — symptômes les plus visibles — des troubles du comportement.

Bref, l'autisme, c'est être « extraordinairement » et « qualitativement » différent.

Poser le diagnostic ne suffit pas parce qu'il y a une grande différence entre comprendre la définition et vivre l'autisme au quotidien. C'est la raison pour laquelle les

formations destinées aux personnes qui encadrent ces enfants doit être extrêmement spécialisée parce que, notamment, les formations en autisme doivent aider à penser comme une personne atteinte d'autisme, c'est-à-dire à penser autrement.

Ce long préambule pour dire combien l'accueil des enfants autistes dans l'éducation est difficile.

Concrètement, 22 enfants atteints d'autisme sont actuellement accueillis dans l'enseignement ordinaire: 20 dans l'enseignement maternel et deux dans l'enseignement primaire.

Dans l'enseignement spécial, 30 classes, dites classes TEACCH accueillent ces enfants, regroupant 165 élèves, 20 au niveau maternel, 75 au niveau primaire et 70 au niveau secondaire.

Spécialiser des écoles dans l'accueil des enfants autistes serait, de notre point de vue, une erreur. Il faut au contraire intégrer ces enfants dans des groupes favorisant la communication.

Je suis tout disposée à augmenter le nombre de classes TEACCH mais je pense que la démarche doit venir des écoles elles-mêmes. Les réussites que nous avons obtenues tiennent essentiellement à la disponibilité et à la formation des enseignants. On ne peut pas s'improviser maître d'une classe TEACCH. Il nous faut donc augmenter le nombre de classes peu à peu, au fur et à mesure que des maîtres s'y forment.

Cela dit, je constate que la prise de conscience s'est accélérée, notamment sous l'impulsion des associations qui vous ont sans doute contacté, comme elles m'ont contactée. Je pense notamment à l'APEPA, l'Association des parents pour l'épanouissement des personnes autistes, qui nous rappelle, avec raison, le droit de tous les enfants à l'éducation.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mathieu pour une réplique.

M. Mathieu. — Madame la Présidente, je remercie la ministre-présidente de sa réponse. Je voudrais que, parallèlement à l'augmentation progressive du nombre de classes adaptées, puisse être définie et mise sur pied, le plus vite possible, une véritable formation-type des enseignants destinés à s'occuper de ce genre d'enfants.

QUESTION ORALE DE M. DROUART A MME ONKELINX, MINISTRE-PRESIDENTE DU GOUVERNEMENT, AYANT POUR OBJET «L'APPLICATION DU DECRET-MISSIONS EN MATIERE DE DEROGATIONS AUX INSCRIPTIONS»

Mme la Présidente. — La parole est à M. Drouart pour poser sa question.

M. Drouart. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, ma question porte sur un aspect de l'application du décret-missions, en matière d'inscriptions scolaires.

Un bref rappel législatif ne me semble pas inutile. Nous avons longuement débattu, en juin et juillet, du fameux décret-missions. Le chapitre 9 de ce décret prévoit un certain nombre de données concernant l'inscription des élèves. Nous avons dit, à l'époque, que c'était une excel-

lente chose et nous avons évoqué l'entrée du droit à l'école. Je pense qu'il est bon de le rappeler.

Certaines questions se posent inévitablement, face à de nouveaux textes. C'est pourquoi il me semble légitime de soulever ici un problème important relatif aux inscriptions scolaires et, plus précisément, aux dérogations à ces inscriptions.

Pour vous faire bien comprendre le sens de ma question, je voudrais relire une partie de l'article 79 consacré à la problématique des dérogations aux inscriptions scolaires :

« L'inscription dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire se prend, au plus tard, le premier jour ouvrable du mois de septembre; elle se prend au plus tard le 15 septembre pour les élèves qui font l'objet d'une délibération en septembre. » Il est encore indiqué que « l'inscription est reçue toute l'année dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement à horaire réduit. » Ce sont donc bien l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire qui sont concernés ici.

C'est surtout le paragraphe suivant qui nous interpelle. Il y est précisé ce qui suit: « Pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le chef d'établissement, l'inscription peut être prise jusqu'au 30 septembre. » Le texte définit ainsi une date-butoir au-delà de laquelle il n'est plus possible de s'inscrire dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire. Le texte ajoute: « Au-delà de cette date — le 30 septembre — si pour des raisons exceptionnelles et motivées, un élève n'est pas régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement, il peut, s'il est majeur, ou ses parents, s'il est mineur, introduire une demande de dérogation auprès du ministre. » C'est cette demande de dérogation auprès de la ministre-présidente qui est au cœur de ma question. Elle soulève trois problèmes.

Premièrement, le nombre de demandes de dérogation introduites auprès de votre cabinet nous semble important, madame la ministre-présidente. J'aimerais obtenir des chiffres précis à cet égard.

Deuxièmement, si mes informations au sujet du nombre important de demandes sont correctes, cela a entraîné de sérieux délais dans l'octroi ou non de dérogations en matière d'inscription. Il semble même qu'un nombre significatif d'élèves n'auraient pas encore reçu en décembre — c'est-à-dire trois ou quatre mois après le 1^{er} septembre — d'informations concernant la possibilité d'être inscrits ou non dans un établissement scolaire, primaire ou secondaire.

Troisièmement, qu'en est-il de la dérogation octroyée ou non aux élèves mineurs? En cas de refus de dérogation à des élèves mineurs, qu'en est-il alors de l'obligation scolaire à laquelle ils sont soumis? N'y a-t-il pas, de droit, une possibilité d'inscription? Toujours dans le cadre des dérogations, je voudrais vous poser une sous-question en ce qui concerne les élèves majeurs, cette fois. Il me revient que les demandes de dérogation des élèves majeurs seraient systématiquement refusées. J'aimerais que vous me rassuriez et m'apportiez des précisions en cette matière.

Pour conclure, madame la ministre-présidente, je tiens à souligner le problème de cette date-butoir. La procédure engendre inévitablement des arriérés et, en corollaire, l'impossibilité pour un certain nombre de jeunes de suivre leur scolarité. Nous devons rester attentifs à cette question. Si les problèmes que j'ai évoqués s'avèrent réels, il faudrait envisager de modifier cette partie du texte dont nous soutenons, par ailleurs, les objectifs ainsi que la nécessité de légiférer en matière d'inscription scolaire, afin d'assurer un droit à l'inscription scolaire pour tous.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, à la date du 26 janvier, 536 demandes de dérogation pour inscription tardive au-delà du 30 septembre me sont parvenues. Elles concernent toutes l'enseignement secondaire.

C'est un chiffre énorme qui m'a surpris, comme il vous surprendra sans doute, Monsieur Drouart. Je ne crois pas qu'il soit le reflet d'une réalité nouvelle. Simplement, jusqu'au décret-missions, nous n'avions pas d'informations sur ce retard à l'inscription.

Statistiquement, cela reste marginal, nous restons en deça du 2 pour mille, mais si l'on pense en termes d'échec scolaire, ce n'est pas négligeable.

Comme une circulaire envoyée dans les écoles le prévoit, la plupart des établissements passent en premier lieu par l'administration afin que cette dernière puisse me donner un avis.

La circulaire précise également que, dans l'attente de ma décision, l'élève peut toujours être inscrit provisoirement dès qu'il se présente à l'école.

Lorsqu'elles arrivent à mon cabinet, les demandes sont traitées dans la semaine. Il faut cependant savoir que beaucoup d'entre elles sont incomplètes et que mes collaboratrices qui étudient les dossiers doivent contacter les écoles ou les personnes elles-mêmes pour avoir copie des documents qui motivent les raisons exceptionnelles invoquées, comme le prévoit l'article 79 du décret-missions que vous venez de rappeler, monsieur Drouart.

Plus grave encore est le fait que — nous devons en tenir compte pour adapter les dispositions pour la prochaine année scolaire — des écoles attendent parfois plusieurs mois avant d'introduire la demande.

Vous évoquiez des demandes en souffrance en décembre: nous avons de fait reçu, en décembre, des demandes de dérogation pour des inscriptions d'octobre, ce qui est inacceptable. Si, dans le souci des élèves, nous les avons traitées cette année, nous devons mettre les choses au point avec les écoles retardataires pour l'année scolaire prochaine.

J'en viens aux demandes elles-mêmes.

Parmi les 536 demandes, 286 concernent des élèves mineurs :

— 18 demandes étaient inutiles, car l'élève avait déjà été inscrit dans une école d'enseignement ordinaire dans le courant du mois de septembre;

— 253 dérogations ont été accordées, le plus souvent en raison de situations exceptionnelles dûment prouvées, j'y reviendrai dans un instant;

— 15 demandes de dérogation, qui ont été refusées, concernaient des élèves résidant hors de nos frontières et qui justifiaient leur retard simplement par le fait que, « chez eux, la rentrée scolaire se faisait à une date plus tardive ». C'est évidemment inacceptable: notre Communauté française, plus que tout autre, accueille massivement des élèves domiciliés et résidant hors de nos frontières; le moins que nous puissions exiger, me semble-t-il, est qu'ils respectent nos règles en matière de délai d'inscription.

Pour les élèves mineurs qui n'avaient pas d'autre choix que de s'inscrire dans un de nos établissements, nous avons accordé la dérogation, même quand les motifs étaient légers. Mais nous avons rappelé à l'élève et aux parents que

les cours doivent être suivis avec assiduité dès le début de l'année et, particulièrement aux derniers, que les infractions à l'obligation scolaire du mineur sont punissables dans le chef du responsable.

Nous prendrons contact avec les établissements scolaires pour nous assurer du suivi scolaire de ces élèves. En effet, chacun sait que la fréquentation régulière est une condition essentielle de réussite.

250 demandes concernent des élèves majeurs :

— 6 étaient inutiles pour les mêmes raisons que celles évoquées pour les élèves mineurs;

— 171 dérogations ont été accordées;

— 73 ont été refusées, parce qu'elles n'étaient pas justifiées ou que rien d'exceptionnel n'empêchait l'inscription dès le mois de septembre.

Les motifs les plus souvent invoqués, pour les mineurs comme pour les majeurs, sont les suivants :

— L'élève a obtenu son visa pour venir en Belgique après le 30 septembre;

— Il est sous contrat d'apprentissage et désire revenir dans l'enseignement ordinaire; je compte d'ailleurs attirer l'attention des responsables de ces formations sur une dérive consistant à accepter des élèves de manière irréfléchie et sans leur assurer la possibilité de mener à bonne fin cette formation. Il me paraît léger d'avertir un élève, surtout mineur, à la mi-octobre du fait qu'il n'a d'autre choix que de rechercher une inscription dans l'enseignement;

— L'élève est couvert par certificat médical;

— Il abandonne l'enseignement supérieur et veut entreprendre une formation complémentaire, comme une septième spéciale maths ou sciences;

— Il vit des difficultés familiales entraînant, par exemple, un changement de pays de résidence;

— Il prouve que matériellement il lui a été impossible de se présenter à l'école en septembre.

En conclusion, nous avons mis un terme à la banalisation du « retard à l'inscription ». Le contrôle que nous exerçons devra en réduire progressivement l'étendue.

Cette mesure, lourde à gérer d'un point de vue administratif, s'inscrit donc bien à mes yeux dans la stratégie beaucoup plus vaste du décret-missions en faveur de la réussite scolaire, qui selon moi, avait recueilli un consensus.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Drouart pour une réplique.

M. Drouart. — Madame la Présidente, je remercie la ministre-présidente de la réponse extrêmement complète et précise qu'elle a fournie. Je suis tout aussi surpris qu'elle du nombre important de demandes de dérogation, à savoir 536. Selon moi, certains éléments doivent effectivement nous amener, en tant que législateurs, à réfléchir à la manière d'assurer ce droit à l'inscription et à la scolarité. Certains refus de dérogation sont en effet liés à des demandes non légitimes. C'est là une façon indirecte de sensibiliser tous les acteurs, y compris les parents, à la nécessité d'assurer la scolarité des enfants. En ce sens, la réponse de la ministre-présidente m'a satisfait.

QUESTION ORALE DE MME PAYFA A MME ONKELINX, MINISTRE-PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT, CHARGÉE DE L'ÉDUCATION, DE L'AUDIOVISUEL, DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ, CONCERNANT « LES STATISTIQUES DE MORTALITÉ EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE »

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Payfa pour poser sa question.

Mme Payfa. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, la direction générale de la santé de la Communauté française vient de publier ses dernières statistiques en matière de décès. Celles-ci, bien que non récentes, révèlent toutefois des données particulièrement intéressantes. Elles confirment en effet une certaine « surmortalité » en Communauté française. Les auteurs de l'étude estiment que 40 % des décès des personnes de 1 à 64 ans auraient pu être évités essentiellement par le biais d'une prévention primaire, mais aussi par des interventions médicales curatives.

L'enquête qui porte sur les années 1939 à 1991, nous révèle que les taux bruts de mortalité se sont élevés à 1579 pour 100.000 en Wallonie, à 1384 en Région bruxelloise et à 1330 en Flandre.

Les taux de mortalité standardisés par âge sont, d'une manière générale, plus élevés chez les hommes que chez les femmes. En ce qui concerne les différences régionales, les taux de mortalité sont nettement inférieurs en Flandre par rapport au reste du pays. Cette inégalité apparaît également lorsqu'on se penche sur l'espérance de vie dans notre pays. En Wallonie, cette dernière est supérieure de plus ou moins 7,5 ans pour les femmes. Elle est également plus élevée en Flandre qu'en Communauté française.

Les comparaisons internationales réalisées auprès des pays européens m'inquiètent, madame la ministre-présidente. En effet, dans l'ensemble, la Belgique ne réalise pas un score très brillant en termes d'espérance de vie. En ce qui concerne les hommes, notre pays figure dans le peloton de queue. Si on ventile les données belges, on arrive à des résultats plus frappants encore. La Wallonie fait à peine mieux que le Portugal, dernier de la liste en Europe.

Les causes spécifiques de décès varient considérablement selon l'âge. Pour ce qui concerne les enfants de 1 à 14 ans, ce sont les accidents de la circulation qui tuent le plus, suivis par les cancers. Parmi les 15 à 24 ans, les accidents de la route représentent 38% des décès chez les femmes et 53% chez les hommes. Bien que le cancer reste la deuxième cause de décès chez les femmes, le taux de suicides est plus élevé chez les hommes où il représente 15% des décès contre 8% chez les femmes. Entre 25 et 44 ans, les résultats divergent encore davantage avec le sexe: les causes de décès les plus importantes chez les femmes sont les cancers — 31% — suivis des suicides — 14% — tandis que chez les hommes, par contre, le suicide et les maladies cardio-vasculaires sont les premières causes de décès.

Entre 45 et 64 ans, les cancers dominent comme cause de décès, suivis par les maladies cardio-vasculaires. Il s'agit surtout du cancer du poumon chez l'homme et de celui du sein pour la femme.

Si l'on considère la population globale, les maladies cardio-vasculaires sont responsables du plus haut taux de décès suivies par le cancer du poumon.

Ces différentes données m'interpellent, madame la ministre-présidente, d'autant plus qu'un large pourcentage de décès pourrait être évité par des actions de prévention primaire.

Lors du débat sur le décret réorganisant la promotion de la santé, je vous avais déjà fait part de mon désir de voir toutes les matières de la promotion de la santé abordées sur un même pied d'égalité. Il me semblait important que la prévention du cancer ou des maladies cardio-vasculaires trouve aussi une place dans votre décret. Il en va de même pour la problématique « sida » : je sais que pour vous, madame la ministre-présidente, le sida est une maladie qui lie « l'amour et la mort » et qui engendre des difficultés pouvant déranger l'ordre social. Pourtant, le suicide, sujet encore fort tabou, nous révèle des taux de décès particulièrement élevés. En effet, pour la classe d'âge allant de 15 à 64 ans, il représente la deuxième cause de décès chez les hommes et la troisième chez les femmes. Ces données ont retenu particulièrement mon attention.

Je pense, madame la ministre-présidente, que, tout comme les auteurs de l'étude, il importe que la Communauté française fixe des priorités en matière de santé en tenant compte de ces données. Qu'envisagez-vous en la matière ? Allez-vous confier ce rôle au Conseil supérieur de promotion de la santé ?

Les moyens mis à la disposition des statisticiens sont-ils suffisants, eu égard au délai que ces derniers ont mis à produire cette étude ? Peut-on envisager d'obtenir dans l'année à venir les résultats d'une étude fondée sur des statistiques plus récentes, par exemple 1995-1996 ?

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la présidente, chers collègues, j'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt des dernières statistiques de décès en Communauté française pour les années 1989-1991.

Cette étude réalisée par le Centre de recherche opérationnelle en santé publique — CROSP — est inquiétante parce qu'elle révèle que la mort est plus précoce au sud qu'au nord de ce pays. Toutefois, les chiffres doivent être analysés avec précision et doigté et la déduction que 40 % des décès auraient pu être évités est évidemment caricaturale.

Ce qui me paraît le plus important à retenir pour notre future politique de promotion de la santé, est l'accent mis par le CROSP sur la notion de « morts évitables ». Cette terminologie désigne les décès par cancers du poumon, du sein et de la peau, les affections cardio-ischémiques vasculaires, et les morts accidentelles ou volontaires.

Si les scores présentés par la Wallonie par rapport à la Flandre ne sont pas bons, il faut, je crois, pondérer l'analyse qui est faite de cette situation par les conditions socio-économiques de la population. Chacun sait qu'une baisse du niveau de vie a des répercussions sur la santé en général et sur les mécanismes éventuels de prévention.

Sans tomber dans les clichés hérités du début de siècle, la liaison entre paupérisme et alcoolisme est malheureusement toujours d'actualité. L'influence de ce comportement sur le système cardio-vasculaire est également connu.

Sans attendre cette étude, je crois pouvoir dire que les stratégies de prévention mises en œuvre par la Communauté française visent à diminuer ces causes de morts évitables. Ainsi, au sein de notre Communauté avons-nous développé des programmes d'action et de recherche dans le domaine des maladies néoplasiques, cardio-vasculaires et de la promotion de la santé physique et mentale.

Ces mêmes préoccupations se retrouvent dans ma circulaire du 18 juillet 1997, fixant pour la période transitoire les axes prioritaires en promotion de la santé.

Par ailleurs, l'article 6 de l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997, portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française et certaines mesures de son exécution prévoient qu'au plus tard quatre mois après son installation, le Conseil supérieur propose au Gouvernement les axes prioritaires et les stratégies en vue de permettre la préparation du programme quinquennal de promotion de la santé.

Ce Conseil n'aura pas pour seule documentation l'étude du CROSP. L'élaboration d'un programme de promotion de la santé ne doit pas se faire sur seule base des statistiques de décès qui ne sont que l'image inversée d'une partie de la problématique. Doivent entrer en ligne de compte ce que ne révèlent pas ces statistiques de décès : les comportements et modes de vie et l'état de santé de la population.

Ce tableau de bord, le Conseil supérieur de la santé en dispose puisqu'il a sur sa table un rapport sur l'état de santé de nos populations, en référence aux objectifs définis par l'OMS établi par le CROSP, en concertation avec les épidémiologistes des trois écoles de santé publique de la Communauté française et la recherche « Vers la santé des jeunes en l'an 2000 » réalisée par le professeur Piette de l'ULB.

En d'autres mots, influencer les attitudes de la population doit se faire en sachant non seulement pourquoi mais comment cette population vit.

Conformément à la demande que vous et vos collègues avez formulée, je crois, en commission de la Promotion de la santé du Parlement de la Communauté française, un débat aura lieu à partir du travail réalisé par le Conseil supérieur de promotion de la santé sur les objectifs arrêtés par celui-ci — le programme quinquennal — débat au cours duquel nous ne manquerons pas d'aborder l'enquête que vous venez d'évoquer.

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Payfa pour une réplique.

Mme Payfa.— Madame la présidente, permettez-moi de revenir sur la question relative aux moyens mis à la disposition des statisticiens. Comment faire évoluer les choses et obtenir des statistiques un peu plus adaptées à la situation ?

Mme la Présidente.— La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. — Madame la présidente, nous avons, à cet égard, passé un accord avec l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie pour une enquête sur la santé de la population, accord qui a permis de valider une enquête qui concerne l'ensemble de la Belgique. Cette étude produira des statistiques qui permettront au Conseil supérieur de promotion de la santé de travailler sur des données différentes, ce qui enrichira encore le débat.

Mme Payfa.— Est-il question de supprimer le CROSP ?

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement. Absolument pas.

